

### Les subsides

discussion, il devrait s'asseoir et prendre la peine de consulter les agents régionaux sur place. La chose pourrait être une expérience agréable.

Quel est le résultat de tout cela? Ces milliers de lots restent à l'état sauvage dans le secteur sud-ouest de la ville. Les statistiques établies par le maire M. Greenberg et d'autres au sujet du logement dans la région de la capitale nationale vont devenir plus alarmantes. Les jeunes et les moins jeunes vont rester coincés contre leur gré dans des gratte-ciel et des maisons de villes plus longtemps qu'ils ne le devraient. Le ministre d'État chargé des Affaires urbaines et ses fonctionnaires ne servent pas comme il faut la région de la capitale nationale. Tel est le résultat de cet intéressant conflit de juridiction.

Pendant que ces gens attendent qu'on intervienne, les taux d'intérêts augmentent, le nombre de mises en chantier diminue, l'argent pour les hypothèques continue à être rare et le coût de la construction continue d'augmenter. Entre-temps, nous allons sans doute entendre le député de Ottawa-Centre (M. Poulin) nous annoncer pour la cinquième fois que le projet de LeBreton Flats va démarrer. C'est ce qu'il nous annonce régulièrement lorsqu'il n'a rien à dire.

Je ne sais pas pourquoi le ministre adopte cette position. Je ne sais pas pourquoi il croit que la seule façon d'agir c'est d'aller faire le tour des provinces et des municipalités. Les autorités locales ont certainement quelque chose à dire. Un fonctionnaire fédéral ne devrait jamais préférer la confrontation au compromis et à la consultation. C'est toutefois ce qui se passe. Et c'est pourquoi la construction résidentielle a ralenti.

Le gouvernement fédéral dit aux gens de la région, jouez le jeu ou nous ne vous laisserons pas aménager nos terres. Ces propos ont été attribués au gouvernement fédéral. Le ministre dit, jouez le jeu ou nous ne paierons pas le tiers des coûts de viabilisation comme nous l'avons fait dans d'autres cas. Si c'est là un exemple de consultation raisonnable, c'est que nous ne savons pas ce que c'est.

L'un des arguments invoqués au sujet de ce secteur, c'est la qualité douteuse des terrains. Un rapport a été publié il y a quelques jours par la maison De Leuw Cather. Je dois admettre que la De Leuw Cather ne dit pas que la région de Carlsbad Springs est un marécage, mais elle ne va pas jusqu'à dire qu'elle est parfaitement salubre.

Tout ce que dit le rapport De Leuw Cather, c'est que si l'on peut construire ailleurs, on ferait bien de le faire, car cela va coûter extrêmement cher dans cette zone. La viabilisation et les fondations vont coûter très cher. Le coût du logement sera supérieur à la moyenne. L'installation des services posera des problèmes. Et enfin l'échéancier ne sera pas facile à respecter.

Le président de la municipalité régionale a présenté les choses sous leur meilleur jour possible. Je cite ici un article du Citizen d'Ottawa du 16 mai:

«Tout ce que je puis dire, c'est que c'est la pire terre de la région», a déclaré M. Coolican au cours d'une interview. «Si l'on veut trouver le moyen d'y construire, ce n'est pas par là qu'il faut commencer».

Pour une raison qui me dépasse et qui demeure inexplicquée, le ministre a choisi ce terrain, généralement considéré par les habitants de la région comme l'un des pires, sinon le pire, et décidé qu'il serait immédiatement loti à la place des terrains viabilisés disponibles dans la zone sud-ouest du Grand-Ottawa.

Si le ministre fait une erreur, c'est dans la mesure où il se trompe sur son rôle. Le gouvernement fédéral n'est pas le premier lotisseur. Il ne doit pas essayer de se dérober à

[M. Baker (Grenville-Carleton).]

son devoir de consultation avec les provinces et les municipalités. S'il est responsable de quelque chose, c'est certainement d'assurer le financement aux provinces et, par leur intermédiaire, aux administrations municipales de façon à permettre à ces dernières de décider à l'échelon local de l'orientation à donner à la mise en valeur des terrains sur place. Les problèmes varient avec les régions.

Par quels arguments justifie-t-on de temps à autre la mise en valeur de ces terrains de Carlsbad Springs que quelqu'un a qualifiée de «folie de Fullerton»? On dit qu'il vaut mieux utiliser ces terrains, car en lotissant au sud-ouest de la ville, on condamne des terres agricoles précieuses. J'ai mon mot à dire là-dessus. Il se trouve que ces terres agricoles précieuses ne sont presque pas, voire même pas du tout exploitées. Elles sont actuellement entre les mains de promoteurs et prêtes à être mise en valeur. Les promoteurs sont prêts à entrer en action. Même si cette terre pouvait être utilisée à des fins agricoles, son exploitation coûterait tellement cher que les jeunes agriculteurs n'en auraient absolument pas les moyens.

Cette région offre des possibilités dont le gouvernement actuel ne semble pas tenir compte. Je pense vraiment que l'on peut faire des choses très positives. Le député de Don Valley (M. Gillies) en a mentionné quelques-unes. Tous les députés devraient lire son discours. J'espère que les députés d'en face qui s'intéressent vraiment au grand problème urbain que connaît le Canada et à un problème rural très important ont écouté très attentivement et qu'ils reliront le discours du député de Don Valley.

Nous pouvons adopter la nouvelle notion de ville et l'idée d'aménager les banlieues des villes existantes. Il existe un réseau de voies ferrées dans notre région, comme dans d'autres régions, je suppose, qui pourrait servir au transport interurbain. Tout cela est réalisable, mais je pense qu'on n'en fera rien si la seule proposition originale présentée à la Chambre consiste à maintenir un programme de dépenses effrénées. Ce programme de dépenses n'est pas parvenu à répondre aux besoins des Canadiens en matière de logement. C'est ce qui est tragique avec le gouvernement et le ministre actuels.

**M. Ross Milne (Peel-Dufferin-Simcoe):** Madame l'Orateur, j'aimerais, dans une très brève intervention, présenter quelques observations. D'abord, je représente une circonscription qui a peut-être le taux de croissance urbaine le plus rapide au Canada et qui est peut-être une des localités qui se développent le plus vite dans toute l'Amérique du Nord. C'est là que se trouve la première ville satellite du Canada—Bramalea. Depuis mon arrivée ici, je n'ai pas souvent entendu les députés louer les aménageurs, mais je pense que nous devrions faire exception à la règle aujourd'hui. Je tiens en tout cas à féliciter la Bramalea Consolidated Development Corporation.

● (1630)

J'étais à la Chambre, en février dernier je crois, lors d'un débat sur le logement et le député de Broadview (M. Gilbert) a pris cette compagnie assez vivement à partie au sujet de son appartenance étrangère et de son rôle dans l'industrie de la construction et des aménagements au Canada. La compagnie appartenait alors presque entièrement à des étrangers. Comme représentant de la région en question, je tiens à signaler que l'entreprise a été prise en charge cette semaine par une compagnie entièrement canadienne. Cette initiative a suscité des louanges du gouvernement de l'Ontario et du gouvernement fédéral et je tiens à consigner au compte rendu mes félicitations à la compagnie à ce sujet.